

Je ne puis me résigner au projet de fermeture de l'établissement d'Hitachi situé à Ardon, près d'Orléans, qui vient d'être annoncé par la direction de cette grande entreprise multinationale. Je rappelle que cet établissement, qui compte à Ardon 170 salariés, est arrivé dans le Loiret en 1992, et que cette implantation a été précédée d'un travail intense mené par Kléber Malécot, alors président du conseil général du Loiret, et moi-même, alors maire d'Orléans et président de l'agglomération, et tous les services compétents de nos collectivités, en lien avec les communes d'Ardon et de Saint-Cyr-en-Val. À ce moment-là, un vrai partenariat a été conclu, fondé sur la confiance, à la suite de multiples contacts au Japon et en France, – partenariat qui s'est révélé très fécond, l'entreprise Hitachi s'investissant, en outre, dans des projets, notamment culturels, de la ville d'Orléans et de la Région. Le vingtième anniversaire de l'entreprise a été célébré dans de bonnes conditions, ainsi que l'arrivée récente d'un « data center », présenté comme un atout de plus pour l'établissement d'Ardon.

Dans ce contexte, l'annonce d'un projet de fermeture apparaît aujourd'hui comme une « douche froide ». On nous dit que les technologies changent, que l'informatique évolue à grande vitesse, qu'il n'est plus utile de fabriquer ici autant de « disques durs ». Cela est vrai. Mais une entreprise de taille mondiale comme Hitachi développe constamment de nouveaux projets. Qui dira qu'il était et qu'il serait impossible d'implanter à Ardon l'un, ou plusieurs, de ces nouveaux projets ? Qui dira qu'il n'est pas possible de trouver une solution au sein de la galaxie Hitachi afin de préserver les 170 emplois, en lien et en dialogue avec les collectivités locales ? C'est une question de choix, de stratégie, au niveau du groupe et de ses dirigeants, en Europe et en France.

Nous apprenons d'ailleurs qu'Hitachi vient de racheter une entreprise de service en Île de France. Mais s'il faut donc passer des « disques durs » au « service », pourquoi n'a-t-il pas été décidé de s'appuyer plutôt sur le site d'Ardon, l'agglomération d'Orléans, la région Centre-Val de Loire et le département du Loiret pour mettre en œuvre les évolutions nécessaires ? Et ne parlons pas au passé : cela peut encore, doit encore, être fait... sans qu'il y ait d'exclusive quant à la nature des changements d'activité possibles, qui ne se limitent sans doute pas aux « services ».

Aujourd'hui, après avoir appris cette nouvelle, j'ai le sentiment qu'un rapport de confiance est brisé. Nous ne pouvons en rester là. Rien n'est jamais « irrévocable ». Il faut trouver une solution, et tout faire, à tous les niveaux, et en particulier, au niveau de l'État pour que la décision annoncée soit revue et qu'un nouvel avenir soit trouvé, au sein d'Hitachi, pour l'entreprise d'Ardon.

C'est pourquoi j'ai saisi aujourd'hui même Manuel Valls, Premier ministre, et Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, pour leur demander de prendre sans délais tous les contacts appropriés avec le groupe Hitachi et les autorités japonaises compétentes, afin que tout soit fait pour sauver « Hitachi Orléans » – sans préjudice des autres interventions qui apparaîtront utiles.

C'est en faisant tout ce qui est en mon pouvoir à cet égard que je marque ma solidarité avec les salariés d'Hitachi dans notre agglomération.

Jean-Pierre Sueur

Dans les médias :

>> [France 3 Centre-Val de Loire](#)

>> [Apostrophe 45](#)

>> [La République du Centre](#)

>> [Mag Centre](#)

>> [Reuters](#)

>> [Le Parisien](#)

Lire aussi :

>> Les lettres de Jean-Pierre Sueur à [François Hollande](#), [Manuel Valls](#) et [Michel Sapin](#)

>> [La lettre envoyée par Jean-Pierre Sueur, François Bonneau, Hugues Saury et Charles-Éric Lemaignan à la direction mondiale d'Hitachi](#)